

108^e session, Genève, juin 2019

Commission de l'application des normes

Suite aux décisions adoptées dans le cadre des consultations tripartites informelles sur les méthodes de travail de la CAN de mars 2019, les gouvernements figurant sur la liste préliminaire des cas individuels ont désormais la possibilité, s'ils le souhaitent, de fournir, sur une base purement volontaire, des informations écrites avant l'ouverture de la session de la Conférence.

Informations sur l'application de conventions ratifiées fournies par les gouvernements inscrits sur la liste préliminaire des cas individuels

Inde

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Inde (Ratification: 1949). Le gouvernement a communiqué les informations écrites ci-après.

Nous souhaitons avant tout signaler que l'Inde s'est engagée à promouvoir et à assurer une croissance économique soutenue, inclusive et durable, ainsi que des possibilités d'emploi, l'équité et des conditions de travail décentes pour tous. Des systèmes d'inspection justes, aléatoires, efficaces et objectifs, associés à des consultations tripartites avec nos partenaires sociaux participent significativement à la réalisation de notre objectif de bien-être des travailleurs. Voici les réponses aux points spécifiques soulevés dans le rapport.

I. Violation des articles 2, 4 et 23 de la convention – Inspection du travail dans les ZES

En Inde, les zones économiques spéciales (ZES) sont des régions géographiques tournées vers la promotion des exportations qui comptent également des zones plus spécifiques, comme des zones franches d'exportation, des zones franches, des ports francs, etc. La législation économique des ZES est plus souple que la législation économique nationale d'un pays. Toutefois, conformément à la loi et aux règles relatives aux ZES, le gouvernement central n'a pas le pouvoir d'assouplir une loi relative au bien-être des travailleurs dans les ZES. Comme toutes les lois du travail sont applicables aux ZES, les dispositions relatives à l'inspection du travail établies dans 20 lois du travail centrales s'appliquent dans la lettre et dans l'esprit aux ZES.

L'article 2 de la convention n° 81 insiste sur l'application du système d'inspection du travail à tous les établissements industriels pour lesquels les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'application des dispositions des différentes lois du travail. Des informations relatives au nombre de travailleurs et d'entreprises présents dans les sept ZES que compte l'Inde figurent à l'**Annexe I**. Sur les sept ZES, seule celle de Noida – qui couvre dix Etats – a délégué les pouvoirs d'inspection du travail. Dans la ZES de Mumbai, il n'y a pas de délégation de pouvoirs en application de la loi sur les usines (qui régit la sécurité et la santé au travail). En outre, il n'y a aucune délégation de pouvoirs (dans aucune ZES) en ce qui concerne les lois administrées au niveau central, c'est-à-dire la législation sur la sécurité sociale, comme la loi sur la Caisse de prévoyance des salariés et la loi sur l'assurance publique des salariés. Il convient aussi de noter que des délégations de pouvoirs ont lieu en raison de difficultés administratives, car la juridiction de certaines ZES s'étend parfois sur plusieurs Etats, comme c'est le cas de Noida.

Des inspecteurs du travail spécialisés sont toujours habilités à contrôler l'application des dispositions relatives à la sécurité dans les usines. En outre, y compris dans les ZES où les pouvoirs ont été délégués aux commissaires au développement, des inspecteurs du travail des Etats ont été mandatés pour mener des inspections du travail. Ceux-ci sont toujours rémunérés par leur Etat respectif et opèrent de façon indépendante en vue du contrôle effectif de l'application de la législation du travail.

Les ZES disposent donc d'un système d'inspection entièrement opérationnel qui assure le contrôle de l'application de différentes lois. Pour une mise en œuvre efficace, les pouvoirs d'inspection peuvent être juridiquement délégués à des fonctionnaires publics pour toutes les juridictions ou pour une juridiction donnée; ces fonctionnaires sont donc les «inspecteurs du travail». Chaque Etat délègue le pouvoir d'inspection aux fonctionnaires selon des dispositions de lois. Les autorités concernées disposent du droit souverain de décider à qui conférer les pouvoirs de mener des inspections du travail dans une région géographique donnée.

Il apparaît clairement qu'il existe un système d'inspection du travail dans les ZES et que des «inspecteurs du travail» y contrôlent l'application des lois; ceux-ci sont désignés par les autorités de la région compte tenu de tous les facteurs et agissent de façon indépendante. Par conséquent, le système d'inspection dans les ZES ne contrevient pas à l'article 2 de la convention n° 81. Des informations relatives au nombre d'inspections du travail menées dans les sept ZES en Inde au cours des trois dernières années figurent à l'**Annexe II**. On peut y voir que le nombre d'inspections menées a augmenté dans toutes les ZES en 2018-2019 par rapport à 2017-2018. A ce propos, le gouvernement central a émis un avis daté du 20 mai 2019, priant les autorités des ZES et des Etats de mener des inspections inopinées. Il convient de souligner qu'à Falta et Mumbai, seules des inspections inopinées ont été menées, alors que les autres ZES mènent aussi bien des visites planifiées que des inspections inopinées. Les dernières informations sur les inspections indiquent aussi que, ces deux dernières années, le nombre de visites d'inspection sans avertissement préalable a augmenté dans les ZES de Falta, de Kolkata, de Vishakapatnam, de Mumbai, de Cochin, de Noida et de Kandla.

Des statistiques relatives au niveau d'application de la législation du travail dans les sept ZES du pays figurent à l'**Annexe III**. Alors que des inspections y sont menées en nombre raisonnable, on constate que les infractions détectées et les procédures entamées sont peu nombreuses dans les ZES. Un rapport détaillé à ce propos a été demandé aux ZES et après examen, il s'avère que la législation du travail relative au salaire minimum, au paiement de primes, au paiement dans les temps des salaires, à l'égalité de rémunération, au travail des enfants, aux heures de travail et à la sécurité sociale est efficacement appliquée dans les ZES, voire y est appliquée plus rigoureusement que dans les autres zones du pays. Il existe un mécanisme spécial de traitement des plaintes dans ces ZES qui tente de résoudre toutes les plaintes des travailleurs afin de préserver l'harmonie des relations dans ces

zones. En réalité, en tant que zones tournées vers la promotion des exportations accueillant de grands établissements connus, les ZES garantissent aux travailleurs des conditions de travail meilleures et plus sûres grâce au recours aux dernières technologies.

II. Violation des articles 10 et 11 – Ressources matérielles et humaines aux niveaux central et des Etats

Les autorités concernées adoptent occasionnellement des mesures nécessaires pour garantir la disponibilité d'un nombre suffisant de fonctionnaires pour mener des inspections et veillent à leur fournir des moyens pour remplir leurs obligations et assumer leurs responsabilités. Des informations relatives aux ressources humaines disponibles pour contrôler l'application de la législation du travail et les différents moyens que les Etats et le gouvernement central mettent à la disposition des inspecteurs figurent aux **Annexes IV et V**.

On peut y constater que près de 560 inspecteurs ont été recrutés en 2018 et 2019, et que dix Etats et le gouvernement central fournissent des véhicules aux inspecteurs. Dans des Etats où des véhicules ne sont pas mis à la disposition des inspecteurs, le remboursement de leurs frais de déplacement est prévu. Les informations que les différents Etats ont fournies indiquent également que les autorités mettent à la disposition des inspecteurs des moyens matériels, comme des téléphones mobiles, des ordinateurs portables, etc. pour faciliter leurs inspections.

III. Violation des articles 12 et 17 – Libre initiative des inspecteurs du travail de pénétrer sur des lieux de travail sans avertissement préalable et libre décision des inspecteurs du travail d'engager des poursuites judiciaires sans avertissement préalable

En Inde, la compilation de toutes les lois du travail de l'Etat central en quatre codes du travail a été entamée pour simplifier, rationaliser et regrouper les différentes dispositions afin d'améliorer le respect de la législation. Cette initiative permettrait que les salaires minimums, la sécurité sociale, des conditions de travail décentes, etc. deviennent universels pour tous les travailleurs en Inde. Compte tenu de cet objectif, les quatre codes du travail ont été rédigés à la suite de consultations exhaustives auxquelles ont participé des Etats, des partenaires sociaux, des experts et des citoyens. Une série de réunions tripartites ont eu lieu au moment de la rédaction des codes du travail. Il convient de souligner que les codes ne sont pas encore achevés et que des modifications y sont encore apportées sur la base des commentaires provenant de différentes réunions organisées par la Commission permanente du parlement auxquelles participent notamment des Membres du parlement. Le Code sur les salaires qui a été présenté au parlement est arrivé à échéance et est actuellement modifié pour tenir compte des commentaires reçus de différents acteurs. Les codes du travail n'ont pas encore été adoptés et suivent un processus dynamique, il n'est donc pas très opportun d'invoquer des dispositions de ces projets ni de prétendre qu'elles violent la convention n° 81.

Les projets de dispositions relatives aux inspections du travail ont été rédigés pour mettre en place un mécanisme qui permette au final de diminuer l'injustice, la corruption et les intérêts particuliers, et de promouvoir un processus transparent qui conduise à un contrôle efficace et au respect de la législation du travail. Aucune disposition prévoyant d'avertir avant une inspection ne figure dans les codes. L'article 35 (i) du nouveau Code sur la sécurité et la santé au travail autorise les inspecteurs à pénétrer sur tous les lieux de travail. En outre, dans les codes du travail, le nom donné aux inspecteurs a été modifié, de «facilitateurs» à «inspecteurs-facilitateurs» à la demande des partenaires sociaux. Il est probable que le terme sera encore modifié sur la base d'autres discussions. Il convient de rappeler

que les dispositions du Code sur les salaires et du Code sur la sécurité et la santé au travail sont encore modifiées sur la base de commentaires émis à différents niveaux. Par conséquent, il est prématuré de tirer des conclusions à partir des projets de dispositions. Naturellement, les dispositions des codes du travail seront conformes à la convention n° 81 et à toute autre convention de l'OIT que l'Inde a ratifiée.

Au niveau central, les inspections sont aussi déterminées de façon aléatoire par le portail *ShramSuvidha* et les inspecteurs ne préviennent pas avant une inspection. Dans le but de promouvoir la transparence, les rapports d'inspection doivent être publiés sur les sites Web dans les 48 heures suivant les inspections. Des informations sur les inspections menées au niveau central et dans les Etats ces trois dernières années figurent aux **Annexes VI, VIIa, VIIb et VIIc**. Des informations sur les violations constatées, les procédures entamées et les sanctions imposées figurent en **Annexes VIII et IX**.

IV. Violation des articles 4, 20 et 21 – Disponibilité de statistiques sur les activités des services d'inspection du travail aux niveaux central et des Etats

Le travail figure dans la liste des compétences partagées et le contrôle de l'application de la législation du travail au niveau central revient au gouvernement central alors que celui au niveau des Etats revient aux autorités des Etats. Les rapports des inspections menées au niveau central par les différentes agences du gouvernement national, comme le Commissariat national au travail (pour la majeure partie de la législation du travail au niveau central), la Direction générale pour la sécurité dans les mines (pour les inspections dans les mines), la Direction générale des services de conseil aux entreprises et des instituts du travail (pour les inspections dans les ports), sont rassemblés et publiés dans le rapport annuel du ministère du Travail et de l'Emploi. Le dernier rapport annuel a été publié pour 2017-2018 et est disponible en ligne sur le site Web du ministère du Travail et de l'Emploi du gouvernement de l'Inde. En outre, l'Organisation du fonds de prévoyance des employés et la Compagnie d'assurance d'État conservent des statistiques sur le travail en lien avec les inspections menées. Les données relatives aux inspections sont intégrées aux rapports annuels des deux organisations, disponibles sur leur site Web respectif. En ce qui concerne les Etats, il convient de noter que les autorités des Etats envoient des informations au Bureau du travail sur les inspections menées dans le cadre de différentes législations du travail; celles-ci sont compilées et publiées dans le Journal du travail indien.

Annexure I

Details of SEZs in India

S No	Name of SEZ	No of Workers in the SEZ	No of enterprises in the SEZ
1	Falga SEZ Kolkata	16000	42
2	Vishakapatnam SEZ	343572	652
3	Mumbai SEZ	91470	323
4	Noida SEZ	39359	258
5	Cochin SEZ	14000	99
6	Chennai SEZ	224468	59
7	kandla SEZ	53949	240

Annexure II**Details of Inspections Conducted in SEZ's in India from 2016-17 to 2019-till date**

Name of SEZ	Year	Number of unannounced labour inspection visits (without prior notice)	Number of announced labour inspection visits (with prior notice)	Total No of inspections (year wise)
Falta SEZ Kolkata	Year (2016-17)	0	0	0
	Year (2017-18)	24	0	24
	Year (2018-now)	62	0	62
	total (last 3 years)	86	0	86
Vishakapatnam SEZ				
	Year (2016-17)	16	10	26
	Year (2017-18)	10	8	18
	Year (2018-now)	20	10	30
	Total (last 3 years)	46	28	74
Mumbai SEZ				
	Year (2016-17)	46	0	46
	Year (2017-18)	35	0	35
	Year (2018-	105	0	105

	now)			
	Total (last 3 years)	186	0	186
Cochin SEZ				
	Year (2016- 17)	7	15	22
	Year (2017- 18)	10	5	15
	Year (2018- now)	15	3	18
	Total (last 3 years)	32	23	55
Noida SEZ				
	Year (2016- 17)	0	16	16
	Year (2017- 18)	0	31	31
	Year (2018- now)	20	10	30
	Total (last 3 years)	20	57	77

Kandla				
	Year (2016- 17)	237	131	368
	Year (2017- 18)	291	1058	1349
	Year (2018- 19)	786	2020	2806

	Total (last 3 years)	1314	3209	4523
--	----------------------------	------	------	------

Chennai SEZ				
	Year (2016- 17)	189	0	189
	Year (2017- 18)	176	0	176
	Year (2018- 19)	175	47	222
	Total (last 3 years)	540	47	587

Status of enforcement of Labour laws in SEZ's in last three years

Name of SEZ	Number of offences reported	Total number of violations detected	Number of criminal prosecutions launched	Number of penalties / convictions imposed	Amount of fine collected	Nature of offences
Falta SEZ Kolkata	41	41	25	9	18000	Health, Safety and wage related issues
Vishakapatnam SEZ	0	0	0	0	0	wage issues, trade union, strikes, discharge, dismissal, retrenchment, termination etc
Mumbai SEZ	0	0	0	0	0	Nil
Noida SEZ	11	0	0	0	0	Factory renewal, wages, fire noc submission, maintaining of registers and bonus issues etc.
Cochin SEZ	25	0	0	10	50000	wage related, women issues, overdue of payment of salaries etc
Chennai SEZ	388	30	30	16	238000	
kandla SEZ	155	147	111	23	54000	Wage, women issues, payment of salary issues.

Annexure IV

STATE WISE DATA FOR HUMAN AND MATERIAL RESOURCES FOR LABOUR INSPECTION (Status As of now)

S No	Name of State	Total Number of labour inspectors	Number of inspection staff recruited in the past 2 years	Number of vehicles (bikes, cars etc) provided to the labour inspectors .	Amount of TA/ DA if vehicle not there	Other facilities/ accessories provided to labour inspectors (eg- If mobile phones are given, then kindly share the quantum of such phones provided.)
1	Himanchal Pradesh	40		nil	181242 total cost incurred by dept	
2	Karnataka	333	0	121	979693 (dept total cost)	Computers, laptops, scanners , printers, stationaries, imprest amount, internet, wifi and data cards
3	Rajasthan	113	151		TA/DA is provided	nil
4	Delhi	28			TA/DA is provided	nil
5	Andaman	4		4	TA/DA Provided	
6	Haryana	158	24		TA/DA is provided	nil
7	Madhya Pradesh	260	201		TA/DA is provided	
8	Andhra Pradesh	226		19	TA/DA Provided	226 tabs along with sims and computer systems
9	Meghalaya	50				
10	Jharkhand	84	19	43	TA/DA given	
11	Uttar Pradesh	258	96		TA/DA given	
12	Odisha	183		8	TA/DA Provided	Nil
13	Bihar	382		four wheelers to all inspectors	TA/DA Provided	laptop to all inspectors
14	Tamil Nadu	168	34	49	TA/DA given	sim provided to all
15	Chattisgarh	218	33	46		
16	Uttarakhand	16	2		TA/DA is provided	
17	Gujarat	312	0	116	TA/DA provided also	nil
18	Maharashtra	134			TA/DA Provided	
19	West Bengal	571		68	TA/DA Provided	393 Phones/Tabs with internet facilities, and 178 CUG mobiles.

Annexure V

CENTRAL SPHERE DATA FOR HUMAN AND MATERIAL RESOURCES FOR LABOUR INSPECTION (Status As of now)

S No	Name of agency	Total Number of labour inspectors	Number of inspectors/ inspection staff recruited in the past 2 years	Number of vehicles (bikes, cars etc) provided to the labour inspectors .	Amount of TA/ DA if vehicle not there	Other facilities/ accessories provided to labour inspectors (eg- If mobile phones are given, then kindly share the quantum of such phones provided.)
1	CLC(C)	287		20	TA/DA given	Telephone, internet to all inspectors
2	EPFO	3072			TA/DA given	
3	ESIC	609			TA/DA given	
4	DGMS	62			TA/DA given	
5	DGFASLI	672			TA/DA given	

Details of Inspections undertaken in the Central Sphere in the last three years-

S No	Name of agency	Number of unannounced labour inspection visits (without prior notice)	Number of announced labour inspection visits (with prior notice)	Total No of inspections (2018-NOW)
1	CLC(C)	113377	0	113377
2	DGMS	3699	0	3699
3	ESIC	67778	0	67778
4	EPFO	157978	0	157978
5	DGFASLI	179976	0	179976

Annexure VII (a)**Details of Inspections undertaken by States Governments in 2016-17**

No	Name of State	Number of unannounced labour inspection visits (without prior notice)	Number of announced labour inspection visits (with prior notice)	Total for the year 2016-17
1	Himanchal Pradesh	31438	0	31438
2	Karnataka	7266	382	7648
3	Rajasthan	4357	0	4357
4	Delhi	4996	0	4996
5	Haryana	1421	1830	3251
6	Madhya Pradesh	3372	843	4215
7	Jharkhand	29661	0	29661
8	Uttar Pradesh	33755	376	34131
9	Bihar	-	5	5
10	Chattisgarh	-	8763	8763
11	Uttarakhand	4687	0	4687
12	Gujarat	38831	0	38831
13	Tamil Nadu	29972	534	30506

Details of Inspections undertaken by States Governments in 2017-18

S No	Name of State	Number of unannounced labour inspection visits (without prior notice)	Number of announced labour inspection visits (with prior notice)	Total Number of violations for 2017-18
1	Himanchal Pradesh	30540	0	30540
2	Karnataka	6661	351	7012
3	Rajasthan	4358	0	4358
4	Delhi	2815	0	2815
5	Haryana	377	512	889
6	Madhya Pradesh	4075	1018	5093
7	Jharkhand	51987	277	52264
8	Uttar Pradesh	24853	371	25224
9	Bihar	-	25	25
10	Chattisgarh	-	2308	2308
11	Uttarakhand	4164	0	4164
12	Gujarat	51606	938	52544
13	Tamil Nadu	22015	3436	25451

Details of Inspections undertaken by States Governments in 2018-till now

S No	Name of state	Number of unannounced labour inspection visits (without prior notice)	Number of announced labour inspection visits (with prior notice)	Total No of inspections (2018-NOW)
1	Himanchal Pradesh	65050	0	65050
2	Karnataka	13010	685	13695
3	Rajasthan	4937	Nil	4937
4	Delhi	1706	0	1706
5	Haryana	308	2223	2531
6	Madhya Pradesh	10562	2644	13206
7	Jharkhand	23505	458	23963
8	Uttar Pradesh	13076	468	13544
9	Odisha	16110 TOTAL		0
10	Bihar	-	97	97
11	Chattisgarh	-	1289	1289
12	Uttarakhand	4574	0	4574
13	Gujarat	77792	1899	79691
14	Tamil Nadu	2192	11114	13306

Annexure VIII**Details of offences , prosecutions launched and penalties imposed for the last three years in States**

S no	Name of State	Number of offences reported	Total number of violations detected	Number of criminal prosecutions launched	Number of penalties / convictions imposed	Amount of fine collected
1	Himanchal Pradesh	5899	8841	5899	4885	13235165
2	Karnataka	275992	158393	13122	10408	29728525
3	Rajasthan	572	129	129	638	117600
4	Delhi			3115		2157000
5	Andaman		1141	nil		
6	Haryana	4184	4184	6150	5251	16513696
7	Madhya Pradesh	3675	3675	3675		1539100
8	Jharkhand		20034	114	7331575	650378.6
9	Uttar Pradesh	59485	20304	20304	13970	11770000
10	Odisha	-		727 (IN 2018-19)		
11	Bihar	103	103	26	nil	nil
12	Chattisgarh	2541	2541	2541	995	53712131
13	Uttarakhand	6956	6956	57		
14	Gujarat	15666	394177	8646	14627	37014756
15	Tamil Nadu	19914	21519	6242	6339	69490600

Annexure IX

Details of offences , prosecutions launched and penalties imposed for the last three years in Central Sphere.

Year	Total number of violations detected	Number of criminal prosecutions launched	Number of penalties / convictions imposed	Amount of fine collected
CLC(C)	685280	20141	11872	19029740
DGFASLI	-	34306	25181	288101040